

Transcription du Groupe B des Etats généraux LGBT Avignon 14 novembre 2015

(Christian de Leusse)

1ère séance

Amanda, née aux USA, (Aveyron) mieux agir dans mon territoire

Henriette : Marseille, Collectif Idem crée en 2012, redynamiser le tissu associatif marseillais, on a fait un livre à partir du Forum méditerranéen n qu'on a organisé en 2013. Motivée participer à ce mouvement national associatif, renforcer notre cohésion, être entendu au niveau national, fédérer les énergies être entendu aux différents niveaux

Flora, coprésidente CLGBT IDF, membres nombreux, réseau associatif de 80 asso, une centaine de bénévoles, ouvert 6 jours sur 7; je milite depuis 1995, en ce moment crise du modèle associatif, instabilité, inconnue sur les revendications, baisse de charge, volontaires moins mobilisés; manque de cohésion d'ensemble, flou global, en discuter ensemble.

Theo : Aides, présent parce qu'il faut que les asso LGBT se réapproprient la lutte contre le sida, se saisir des outils de prévention, se déconnecter de la peur du sida
Gérard, responsable du musée LGBT de San Francisco, le mémoire, le passé, la transmission, pour créer une vie LGBT vivante

Michèle : Moselle, asso Contact, 56 départements, depuis 20 ans, LGBT, parents, amis et homoparents, "il y a un arrêt avant le Refuge, c'est Contact" 300 bénévoles dans toute la France, partenariat avec d'autres asso LGBT, pas évident, en Moselle on travail avec SOS racisme; on contact toutes les instances familiales, et avec l'APGL; trouver ici une cohésion, du partenariat, mener le combat sur la PMA

Annie : femmes solidaires, Avignon, Elea, soirées cinéma, randos et actions avec les lesbiennes des villes proches, contre les LGBTphobies, depuis 12 ans collectif intersyndical et parents d'élèves et étudiants ; attentes : prendre ma part dans le militantisme lesbien

Alexis : enseignant enseignement privé histoire et géographie, Nancy, collectif éducation contre les LGBTphobies, depuis 12 ans collectif intersyndical et parents d'élèves et étudiants ; attentes : rencontrer des personnes ici

Antonin, vice-président fédé LGBT, regroupe les centres et d'autres asso, rendre les moyens et les idées collectives, pas de moyens c'est pas d'action, rencontrer les plus petites asso, comprendre ce qu'on peut faire ensemble

Géraldine : Rouen, asso Lesbien... crée fin 2013 contre les discriminations regroupe 95% des lesbiennes, 2 ans qu'on porte la marche des fiertés de Rouen, essai de monter un interasso avec d'autres asso, soutien du centre LGBT de Normandie, on est venu pour travailler à la cohésion nationale

Hélène : je viens d'un monde où on faisait des lobotomies et des électrochocs sur les homosexuels et sur les trans, milité en 1972 au FHAR, le R me plaisait beaucoup, à Act Up Paris depuis 20 ans, j'y suis allé quand je me suis contaminé, à ce moment le taux de séroprévalence aux USA chez les trans était de 30% et chez les trans de couleur de 60%, lien

entre discrimination et prises de risques, j'ai fondé la commission il y a une 15 aine d'années. Je m'intéresse au sida sur tous les terrains, vecteur pour révéler les inégalités, les injustices. **Les femmes trans de ma génération que je connais sont toutes passées par la prostitution**, et je ne supporte pas les discours de personnes qui ne sont pas passées par la prostitution et qui tiennent des discours qui n'ont rien à voir avec ce que les personnes trans vivent sur le terrain. Elles s'allient avec des asso intégristes, comme le nid, qui au plus fort de la crise du sida refusait de distribuer des préservatifs aux prostituées. J'ai envie de rencontrer les autres. Je refuse l'hégémonie de tell ou tel. La France est un pays de cultures différentes. La bureaucratisation chez les LGBT me rebute, je suis bénévole depuis 20 ans. La salarisation crée des castes. Le gouvernement a laissé tomber **la loi sur les trans**, Erwan Binet travaille là-dessus, il faut l'améliorer. Je suis terrifié par la rigidification du régime, par la théorie de Renaud Camus qui écrivait dans le gai pied. On fait la place au Front National.

Amanda, réfléchir sur la suite. Qui veut commencer ?

Alexis (Collectif éducation contre les discriminations LGBTphobes à l'école), concernant le champ d'action scolaire et universitaire, sujet peu traité dans le monde scolaire, plein d'espoir à l'entrée du gouvernement mais aujourd'hui on est en retrait, le dispositif Ligne azur est mis à mal, on part du constat de la difficulté de fédérer nos collègues sur cette problématique. Conditions de travail qui se dégradent. On est la caution, mais on ne veut pas en parler trop.

Hélène, grâce à mon ami Michel Cressole j'ai été la 1^{ère} trans en France à pouvoir écrire dans un grand quotidien. Son cadavre est alors bouffé par la maladie. A sa mort, je suis allé voir Didier Lestrade, à Act Up. Environ 70%-80 % des amies trans' que j'avais à Pigalle quand j'avais 20 ans sont mortes aujourd'hui. Je suis une grande gueule. C'est à partir de ces 2 réalités que je suis différente. En même temps, les progrès que j'ai vus sont ahurissants. Être reçu dans une mairie, alors que dès qu'on se rassemblait dans les rues il y avait les CRS avec des matraques ! A quel point la société civile avance, et à quel point les gouvernements sont en retard, les mœurs avancent mais du côté social on en est au même point, même si ça n'a pas beaucoup changé en ce qui concerne le nombre d'ouvriers en fac.

Flora : les 1^{ères} fois, il y avait des gens qui avaient des masques pour pas qu'on les reconnaisse et des politiciens locaux rigolaient; les évolutions sociales c'est du gros boulot, un travail ingrat ; les discriminations sont toujours là, beaucoup de violences ne sont pas perçues comme telles, il faut **rendre visible ce qui ne va pas**, jamais se taire, parfois on se sent coincé, aujourd'hui après le mariage on n'est plus écouté ; pour la recherche de financement, etc.; tout l'enjeu c'est de trouver la ligne cde crête entre le grand mouvement vers le progrès et le contre-courant nationaliste sécuritaire, autoritaire, c'est un défi pour nos organisations ; c'est inquiétant, mais c'est important de voir qu'on a fait du chemin

Théo (Aides Paris) : être reçu dans une mairie ça m'a semblé naturel ; avec le mariage on a obtenu le "grand" droit, et en même temps les droits des hommes blancs séronégatifs, mais on a du mal à remobiliser, le don du sang...; le militantisme LGBT c'est un sport de combat, le combat évolue, l'identitaire, le racisme, le féminisme, les travailleurs du sexe, les asso de santé... depuis la négation totale des droits, la société civile participe à l'évolution de la société, c'est dans un combat d'ensemble qu'on s'inscrit

Antonin (Fédé LGBT, Rennes) : on a des appuis théoriques et des moyens énormes, concilier tout cela ce n'est pas qu'une question de militantisme ; nos combats deviennent de plus en plus complexes, cela nécessite **formation et pédagogie**, avec quels moyens ? il y a tout à expliquer

aux jeunes militants, pour l'accompagnement des personnes, les gens savent qu'ils peuvent chercher de l'aide, comment est-ce qu'on y répond ? augmentation des prises en charges ; dimension internationale aussi, accueil des personnes réfugiées, parfois des jeunes arrivent avec des visions bien plus construites; comment accueillir des minorités dans notre minorités, les hommes blancs sérologiques et les autres, la question de l'inter-sectionnalité

Amanda (Alertes, Aveyron) : mouvement qu'on a créé il y a 3 ans, avec le soutien des hétérosexuels, on était trois et les LGBT avaient trop peur de s'approcher de nous...; on proposait des trucs, ce n'est pas toujours évident que la communauté devienne actrice, on avait besoin d'avoir une étiquette (L, G, B ou T), ici on a l'impression de tous participer à la même chose ; *j'étais avec une femme, maintenant je suis avec un homme*, on finit avec les étiquettes, citoyen surtout, les choses avancent, de plus en plus d'implication des LGBT dans la vie sociale rurale

Gérard (San Francisco) : histoire riche mais très peu connue, documenter cette histoire, le partager avec l'ensemble de la société, *transmission de mémoire* pour tisser des liens avec les autres générations, démontrer que notre vécu a toujours fait partie intégrante de la société ; du travail à faire, aux USA et en France

Michèle (Moselle): constat de la souffrance individuelle, des avancées avec la CAF ou l'UDAF, pour l'APGL, on avance

Géraldine (Rouen) : 4 nanas qui en avaient ras le bol de s'ennuyer en campagne, et des mecs qui parlaient à notre place ; on a organisé nos propres soirées et on a drainé un peu de monde, colère commune qu'on partage, en lien avec deux collectifs féministes haut normand, envie de se faire entendre, collecter des fonds et poursuivre les actions après les manif pour tous et après le mariage pour tous ; former des gens, les *fédérer*, au-delà des gouines et des féministes, il y a beaucoup d'autres combats qui continuent

Annie : démarche et féministe et lesbienne c'est la réalité

Alexis (Nancy) : obligation de porter un masque dans les manifestations, ça existe toujours, dans l'enseignement privé confessionnel il n'y a pas eu cette évolution de parler librement, surtout pas "en" parler, quand on doit accompagner un membre du corps enseignant qui est en situation de discrimination, la seule solution c'est la mutation vers un établissement moins réactionnaire ; être plus visible est parfois négatif; les structures sont régies par des statuts qui contraignent à "adopter *les valeurs morales" de l'enseignement catholique* (bonnes mœurs, etc.), une relation extraconjugale est refusée, parler des discriminations LGBT est mal vu par le ministère qui craint que ça fasse revenir des gens dans la rue

Flora : (centre LGBT Paris) le contexte parisien a beaucoup évolué ; les relations avec les pouvoirs publics gros enjeux (sida, structuration) mais ce modèle est très dépendant des *financements publics, risque de retour de bâton*, or on a réussi à faire voter des subventions in extrémis ; étranglement vraisemblable ; revers de la médaille à notre activité d'aujourd'hui

Géraldine : (Rouen) difficultés en juin dernier après notre décision de soutenir la GPA, les subventions nous ont été retirées, nos affiches (800 €) ont été impayées ; on a des élus de gauche pourtant ; encadrement policier pour la Pride, on ne sait pas si on pourra continuer, les commerçants nous soutiennent en partie seulement

Alexis (collectif éducation): *la Ligne Azur n'a pas été mise en place en 2014*, et c'est reportée au 14 décembre, pour ne pas sortir avant les régionales, c'est trop dangereux ; blocage ; les mouvements Manif pour tous rentre dans les asso de parents d'élèves de l'enseignement public aussi

Amenda (Rodez) : notre demande de subvention a été mise en attente chez nous aussi, en 2014 on l'a eu, mais à cause de la manif pour tous certains commerçants ne voulaient pas apposer nos affiches ; des journalistes parlant de nous, ont profité en mettant 2 femmes en train de s'embrasser en 1^{ère} page ; invité à la journée de lutte contre les discriminations mais *les mots lesbiennes, gay, bisexuels et transsexuels ont disparu dans la vidéo enregistrée pour les parents*

Nicolas (des Ils et des Elles, Carpentras)

Hélène Hazera : le mouvement LGBT devrait s'interroger sur ses rapports avec les personnes croyance, depuis 30 ans *rétropédalage affolant dans l'Eglise*, terreur que la hiérarchie catholique parte en guerre contre nous ; c'est un élu catholique a rédigé la loi sur le mariage pour tous, il y a toujours eu des pôles opposés chez les catholiques, parmi les plus anciennes asso LGBT, il y a les chrétiens (David et Jonathan) et les sado-maso (ASMF) ça donne une idée de l'inconscient des Français ; les plus mal reçus sont les homos et transsexuels chrétiens et les bisexuels, c'est les 2 moutons noirs de la communauté LGBT ; le renouveau charismatiques c'est l'horreur, ils reprennent les méthodes des mouvements évangéliques américains, avec les transes et le parler de toutes les langues

Henriette (IDEM, Marseille) : des volontés politiques fortes de faire des économies à tous les niveaux (santé, etc.) ; les parents d'élèves qui interviennent c'est aussi du à l'ouverture maximum que fait ce gouvernement ; pour les subventions IDEM en obtient (Pride et festival Transform), on s'efforce d'avoir des fonds propres (bar, entrées), mais on ne se pose pas pour l'instant la question de l'indépendance, on a confiance sur le fait qu'on peut faire, au-delà des LGBT

Michèle : si on travaille avec d'autres asso c'est mieux reçu (SOS racisme, LDH), ouvrir au maximum, trouver des passerelles, des points communs

Hélène : deux perspectives, ce qui avance ou pas

Théo (Aides Paris): 3 sujets, *politique* la visibilité et les droits, *modèle économique* quelle dépendances vis-à-vis des subventions, et liens avec les *religions*

Amanda : *éducation* et éducation populaire aussi

..... : *sensibilisation aux LGBTphobies* en milieu scolaire, rien dans les manuels scolaires, les ABCD de légalité évacués, or gros travail fait ; les enseignants non sensibilisés, énorme champ ouvert, trouver des interlocuteurs

Amanda : *fonctionnement des associations* et question des bénévoles

Antonin (fédé LGBT) : beaucoup de responsabilité, pas de formation, trop peu de personnes et de moyens ; difficultés d'avoir des structures, *on a eu très peu de personnes* pour préparer une rencontre où il y a eu beaucoup de monde

Hélène : comment s'investir sans démobiliser les gens, qui se repose sur ceux qui ont préparé

2^{ème} Séance

Marina (Paris carrefour des chrétiens inclusifs) : association protestante, créer des lieux, des moments et de la réflexion théologique, on vient de publier 2 livres, et ont fait du lobbying

Amanda (Alertes) : contexte géographique et culturel de l'Aveyron, isolement géographique isolé pour nous, ruralité, traditionnel, actions pour *lutter contre l'isolement* ; département vieillissant, inter-génération pour nous, pas de moyens financiers pour se déplacer, gérer le temps pour faire des interventions scolaires très difficile, on était 3 et maintenant 12 personnes, avec participation de chacun, la majorité des élus et socialiste mais nous ne sommes pas une priorité

Alexis (collectif milieu scolaire) : collectif national, mais problèmes liés à l'ancrage local, on est un peu une caution auprès des interlocuteurs publics, liens établis, difficile de faire un lien avec le local, peu de remontées du terrain et de moyens d'enquête ; le collectif existe depuis 12 ans, notre plateforme revendicative est d'actualité reprise dans le "rapport Techné" mais rien de ce qui a été commandé par le ministère n'est mis en action; on travaille sur des outils pour agir sur le local

Flora (Paris) : difficultés aussi, proximité avec les pouvoirs, réseau associatif dense, nombreux conflits, du coup *pas beaucoup de visibilité*, les gens ont du mal à voir qui fait quoi, mais avantage d'un lieu, on est "la" LGBT pour beaucoup de gens, c'est déjà pas mal ; à Paris très associatif, mais il y a des gens qui ont des situations compliquées, qui ne connaissent pas nos ressources ; on est fort mais en face aussi ils sont forts, cf. les manif pour tous, contexte compliqué, dépendance à l'égard des financements publics, interrogation permanente sur la pérennité, les bénévoles s'investissent énormément, et du turn over et de la démobilisation

Géraldine (Rouen) : plusieurs grandes villes espacées le Havre, Rouen, Cherbourg, Caen, Alençon, des heures d'autoroutes entre chaque ville, en même temps proximité de Paris, des gens isolés entre ces villes, il n'y a que Caen qui est structurée avec 5 asso en son sein, à Rouen pas de local quelques asso (Aides, féministes, Energay bientôt, Gaité normande, Contact, Bisport qui ne s'occupe que de sport) ; on n'est pas hyper-structurés, difficultés de se faire connaître et de se faire entendre des pouvoirs publics, à Rouen le FN est passé au département et dans le conseil municipal, Contact et Gaité normande font des IMS
Hélène (Act Up) : j'ai fait aussi partie de l'Existrans, asso informelle qui s'occupe de la marche des trans' ; mon objectif 1^{er} c'est que *la loi sur l'identité de genre* que nous avait promis le PS et qu'on nous a retiré à cause de la Manif pour Tous, je cherche de la solidarité dans les asso chrétiennes, il faudra que la hiérarchie catholique évolue ; la question trans' ce n'est pas tellement une question de genre, c'est la question d'une minorité qui a un taux de sida très élevé, de chômage, etc.; si la loi passe ça va changer la vie de milliers de personnes, sur le sida on parle de préservatif, la Prep a commencé à concerner d'abord les femmes, c'est fait pour les gays et les hétéros "présophobes", sinon le préservatif est moins cher et prévient les IST (syphilis, gonorrhées) ; la question du sida ce n'est pas une question morale, mais je veux qu'on me laisse dire que ce n'est pas bien de contaminer qqn d'autre ; l'un des plus gros problèmes c'est l'expulsion des personnes trans', les grandes arrivées de femmes trans' à Paris à été lié à l'avènement des dictatures, ex.les brésiliennes, les algériennes au moment de la

guerre civile, on avait obtenu de ne pas expulser des personnes séropositives, mais ça recommence sous prétexte que les médicaments existent dans leurs pays, ça se rigidifie politiquement en France, je me bats pour elles et pour eux qui sont ici (Iran, Russie)

Théo (AIDES, Paris) : *les expulsions d'étrangers malades* ont repris, durcissement des politiques de santé, derrière les politiques migratoires, les personnes LGBT sont confrontées à des problèmes de santé, des LGBTphobies, les formations des soignants n'intègrent pas ces questions, les pb de santé sexuelle des lesbiennes, autocensure sur les brochures de prévention, hors du VIH, ça concerne le public hétéro, c'est problématique pour les femmes lesbiennes qui ne se sentent pas concernées par certains cancers, une évolution de la prévention et un besoin de faire en sorte que toutes ces modalités de prévention soient combinées ; *aberration sérophobes de ces sérotriages symboliques* ; frilosité des milieux politiques ; 2 autres sujets : le vieillissement des personnes LGBT vivant avec le VIH et l'usage de drogue chez les gays pa du tout pris en compte, les gays ne se reconnaissent pas comme usagers de drogues, leur faire prendre en compte qu'il y a plein d'enjeux qu'ils ne voient pas

Henriette (IDEM, Marseille) : une des questions c'est pourquoi on n'arrive pas à mettre en place un Centre LGBT, on travaille ensemble avec la Pride, on est soudés pour cela, mais au-delà, le *réseau LGBT Paca* aussi c'est pas mal, ça crée du lien, on est plus réactif, on a très vite réagi, mais on a ce pb que la Pride ne repose que sur un petit nombre

Antonin (Fédé LGBT, Rennes) : de plus en plus d'asso se créent sur les territoires, à la suite des débats sur le mariage, c'est positif, et prise de conscience des personnes non, LGBT, mais il y a des villes où il y a eu une baisse de l'engagement aussi ; à Rennes c'est l'inverse, de plus en plus de personnes s'investissent, beaucoup de jeunes, les différences sont souvent liées au contexte local, ce n'est pas lié à la couleur politique de la ville, à Rennes on a gardé notre indépendance vis-à-vis de la ville ; on a un *réseau dense d'asso, structuré, complémentaire*, les asso maîtrisent mieux les pb plus technique (santé, immigrés, etc.), besoin de formation par les pairs et d'échanges de pratiques, localement et nationalement dans le cadre de la Fédé, mais les moyens qu'on a à la Fédé sont dérisoires, du coup les déplacements sont souvent pris en charge par les asso d'origine, du coup souvent les occasions de répondre aux demandes des chaînes de télé sont très difficiles, c'est difficile pour nous de nous exprimer, par rapport à Paris ; pas de salarié, ni moyen, ni local pour nous

Marina : on existe depuis 13-14 ans, des individus, des groupes, on a tourné, France, Belgique, Suisse francophone, des chrétiens qui appartiennent à des églises nationales ; la question c'est comment peser sans se faire imposer des thèmes ; c'est un travail d'empowerment, pour augmenter l'autonomie des groupes ; on est en France, du coup on a été rejoints par des catholiques, des choses ont bougé ; on est en train de se structurer, on met ensemble des groupes de paroisses, mais ce n'est pas simple, pas de siège, on va dans des paroisses qui proposent des locaux, pas de permanent, mais *logique de professionnalisation*, avec le forum des groupes chrétien LGBT, et une grosse asso américaine ; pour les subventions, pas d'aide publique en France pour des asso confessionnelles

Michele (Metz) : en Lorraine, Vosges et Meuse rurales, Meurthe et Moselle et Moselle plus urbaines, des asso développées sur Metz, Contact et Couleurs gaies, l'APGL, à Nancy, Equinoxe, des asso montées en Maison LGBT, le Crevie (le creuset) sur Nancy ; tissu associatif ancien qui se retrouve chaque année sur le "Novembre de l'égalité". C'est la routine fruit d'un *travail régulier entre les associations*, LGBT ou pas. A l'instar de Toulouse, on

aimerait faire un projet de maison de l'Égalité regroupant les asso de lutte contre les discriminations. Le problème c'est la couverture rurale, on est soumis aux mêmes contraintes que vous (disponibilité, bénévoles, etc.), on essaie de trouver des relais comme on peut, des contacts avec le rectorat non satisfaisants, pas encore de contacts avec la Région. On essaie de trouver des interlocuteurs pour avoir des projets. Chaque année une bataille pour effectuer des demandes de subvention. A Metz M. Gros, maire catho de gauche, soucieux avec la PMA et la GPA. Mais on insiste, on essaie de contracter la charge de mission parentalité de la ville.

Gérard (San Francisco) : en France intérêt croissant pour l'histoire LGBT, des étudiants et étudiantes font des *recherches approfondies, il y a des animations culturelles et des expos* sur ces sujets dans les villes, ça commence. Mais des obstacles, pas encore de grand centre d'archives LGBT. Des projets depuis 30 ans, déjà en 1982. Ça pose un problème pour des étudiants de faire un projet de thèse. Les bibliothèques patrimoniales commencent à peine à s'y intéresser (ex. les Archives Nationales avec les archives d'Act Up), mais ce n'est qu'un début par rapport à ce qui se passe aux USA, GB ou Allemagne. Quelques initiatives, le Point G à la bibliothèque municipale de Lyon depuis quelques années, avec la collection de Michèle Chomarat ou à Marseille avec l'asso Mémoire des sexualités tenue par Christian de Leusse (fonds d'archive extraordinaire sur la Région PACA). Vœux que chaque asso tâche de sauvegarder leurs propres archives et constitue des histoires plus large sur leurs régions, avec des témoignages oraux, c'est là où se crée une culture de résistances, des choses originales, de l'héritage. Transmettre et sauvegarder pour les générations à venir.

Hélène : Déficit en France, des gens qui pensent qu'il n'y a qu'aux USA qu'il y a des choses intéressantes, qu'il n'y avait rien avant Stonewall, j'ai participé à l'encyclopédie des cultures gaies de Eribon et je l'avais appelé l'Encyclopédie de l'inculture gaie, j'ai fait l'article sur Alfred Jarry et Eribon était persuadé qu'il était un hétéro homophobe alors qu'en 1900 il a revendiqué son homosexualité, dans des livres, etc. *Les LGBT sont ceux qui connaissent le moins l'histoire LGBT*. Il y a toujours eu... Un livre de Philippe Erlanger sur "Monsieur frère du roi", donc le frère de Louis XIV, on est vraiment dans l'histoire de l'homosexualité au XVIème siècle, on apprend que Louis XIV signait les pactes de réconciliation entre son frère, Monsieur, et son fouteur, le chevalier de Lorraine, c'est le roi qui cosignait ces actes, ancêtres du PACS. Je ne sais pas à quoi tient cette inculture. Aux Archives nationales, un critique de théâtre, passionné par l'histoire des travestis, il y a tout un fonds de lui qui était avant à l'Arsenal, dont toute une série de photos faites pour le bal de Magic City, grand bal des homos dans les années 1930, c'est formidable. Il faudrait que quelqu'un repère d'une bibliothèque à l'autre ce qu'on peut trouver. Il existe énormément de choses, mais c'est éparpillé, il y aurait un travail à faire, plutôt que de traduire le dernier mail de l'université américaine pour voir ce qui existe. Même si je n'ai rien contre les universités américaines. Recenser les sources, les peintres, les peintresses...

Gérard : Il y a une inculture, mais il faut voir les raisons, l'administration nationale ne s'occupe pas de cette question-là. On apprend l'histoire en général dans la famille, des parents et grands parents, à l'école, mais ça ne fonctionne pas pour les LGBT, les musées nationaux et les monuments publics, non plus. Il y a grâce à toutes ces structures une transmission de mémoire chez les hétéros et les cisgenres, mais ils ne sont pas là pour nous. Il faut demander le soutien des institutions pour cela, le constituer nous-mêmes, c'est notre histoire, mais c'est également l'histoire de tout le monde, ça fait partie de la République, c'est à nous de demander que ce soit mis en place.

Amanda : deux choses, la question des acteurs locaux en région rurale on est confronté à cela, en Aveyron on travaille avec le Planning familial, on voulait un local partagé avec le Planning parce qu'on n'a pas de local, mais est-ce que ça ne va pas faire de confusion pour obtenir des subventions; et d'autre part, la technologie est importante, il faudrait un bénévole pour s'occuper uniquement des *nouvelles technologies de communication* (facebook, mail...) il y a 50 choses à mettre à jour pour être sûr que l'info circule.

Antonin (fédé LGBT) : nous aussi on se pose cette question dans nos relations avec les villes, dans les villes où plus de jeunes sont au fait des moyens de communication, les infos vont concerner plutôt les jeunes, ailleurs de superbes initiatives ne sont pas relayées. On s'efforce d'aider à communiquer, mais on ne peut pas avoir un *community manager* disponible toute la journée à surveiller les réseaux sociaux, répondre, animer. Du coup on s'appuie sur une personne qui est à l'aise, mais ça implique qu'elle soit formée à la fois sur le théorique et sur l'écoute, la *communication bienveillante*, parce que si toute la communication d'une association passe par un tweet, il suffit que ça dérape une fois pour que l'image de cette association soit dégradée. L'immédiateté fait que chaque mot doit être pesé. S'il n'y a pas de bénévole disponible nous on n'a pas les capacités.

Amanda : A Rodez, ceux qui ont une moyenne d'âge plus élevée veulent que je les appelle parce qu'ils n'ont pas internet, ou que j'envoie un courrier. Or on est dans l'instantané, mais il faut bien penser à ce qu'on va dire d'abord. Avec Facebook il y a des opinions personnelles (contre l'Eglise, etc.), mais il faut aller au-delà.

Alexis (coll. Education) : Sur les discriminations dans l'Education nationale, on n'a pas grand chose. Les parquets disent qu'il y a très peu de discriminations LGBTphobes à l'école. Ce n'est évidemment pas le cas. Le problème est qu'on n'en parle pas. Chape de plomb. Enseignants et parents d'élèves, quand on en parle on se tourne vers les associations, souvent les enseignants ne le font pas. Un travail commun pourrait se faire. Lorsqu'on a réglé le problème en en parlant, on en parle plus. *La chape de plomb se réinstalle*. Aucune possibilité que d'autres rebondissent là-dessus. Difficile de sortir les personnes discriminées de leur isolement, et c'est encore plus prégnant dans l'enseignement privé confessionnel. Le silence domine. Or les gens savent, pour moi par exemple le bruit s'est répandu que j'avais muté pour rejoindre mon copain, alors que je n'avais jamais rien dit à personne. On sait mais la chape est en place. Omerta. S'il y avait plus d'information, peut-être qu'on sortirait de cette situation. On travaille privé et public dans notre Collectif. Intersyndicale qui travaille ensemble. Pour la journée du 13 mai on a travaillé aussi avec Contact, SOS homophobie, mais localement je n'ai pas de contacts personnellement avec ces asso.

Sur les autres discriminations que les *discriminations LGBT*, il ya beaucoup plus de choses dans les programmes, mais on peut choisir de traiter le sujet, c'est liberté pédagogique de l'enseignant mais du coup ce ne sont pas tous les enseignants... En revanche on traite beaucoup les discriminations liées au handicap, ou raciales, encore plus dans le privé car ça rejoint le thème de la charité. S'il y a un silence c'est parce que les matières ne traitent pas de ce sujet ou parce qu'il y a des conflits sur ces sujets dans la société. Sur la question de l'EMC (enseignement moral et citoyen) on a introduit des amendements (une vingtaine) pour introduire la lutte contre les LGBTphobies, ils ont tous été rejetés. Il y a 12 critères de discrimination.

Marina (chrétiens inclusifs) : Deux exemples, à Rennes un responsable pastoral dans un lycée a été licencié parce qu'il était homo et ça n'a pas été dit, et lui-même a dit je veux tourner la page, il est parti à Bruxelles ; et une pasteure en Belgique a été refusée par des

Evangeliques parce qu'elle est homosexuelle, l'avantage d'avoir des prises de position très droitières, c'est qu'elle dit tout haut ce que les autres pensent, et on a réussi à bloquer la chose. Le problème c'est comment amener à la lumière ce qui est caché et amener une personne discriminée à le dire. La difficulté c'est de définir des critères. Dans un autre cas, on parle de l'incapacité professionnelle d'un homme, il est hystérique, une pente se dessine, problème il est convaincu qu'il n'y a pas de discrimination à son égard. ***Plus on est concerné moins on voit les choses qui se passent.***

Hélène : C'est plus difficile de se battre pour soi-même. J'ai l'histoire d'un garçon trans' militant dans une association, il a passé un concours pour une école de travailleurs sociaux, il était premier, les professeurs on demandé qu'on l'appelle au féminin, mais il n'a pas voulu se mobiliser et ça a retardé ses études d'un an.

Des personnes trans' n'arrivent même pas dans le système éducatif. Il y a des laissés pour compte. Une asso (Acceptes ?) a développé un partenariat avec l'université de Saint Denis sur la ***valorisation des acquis de l'expérience professionnelle***. Vous avez été 30 ans au Bois de Boulogne donc on vous donne un diplôme. Considérer que c'est une expérience de vie. Une copine s'est retrouvée infirmière psychiatrique grâce à cela. Elle me dit que dès que quelqu'un a des problèmes, c'est moi qu'on appelle ! J'ai dit à Joanna : c'est énorme ! On ne se rend pas compte des trésors qu'on défriche. Quand on est parti dans une transition on peut aisément lâcher le système scolaire. Et là c'est une façon de rattraper les gens, ça peut servir pour des ex-toxico et pour d'autres personnes. Savoir que cette possibilité existe, et il va falloir se jeter dedans.

Amanda : J'ai une copine trans', elle est dans sa 3^{ème} année, elle n'a pas lâché son boulot, tout le monde a compris ; elle s'est rapprochée de nous. On l'appelle monsieur, c'est de la ***transphobie***. Comment permettre aux personnes de continuer dans leur vie, ne pas lâcher prise

Antonin : ***Le public auquel on est confronté ce sont ceux qui sont en bout de course***, hors des circuits classiques de prise en charge des personnes, ils cumulent plusieurs discriminations, il y a plein de services sociaux qui existent mais les publics qu'on accueille ne rentrent pas dans les cases, discriminations à l'hôpital, absence de soutien familial, déscolarisés, absence de travail à cause de leurs papiers, à Rennes on dit souvent qu'on n'est ni assistants sociaux, ni curés, ni médecins, on est un peu tout ça. On a le rôle de maintien social et de prise en charge des personnes, seul endroit où les personnes peuvent venir entières, avec toute leur histoire, discriminations ou maladies mentales ; on a un peu toutes les casquettes

Hélène : handicap mental et handicap physique, de ce côté-là il y a du boulot

Amanda : synthèse collective, on a tendance à parler de soi, de son territoire (Normandie, Ile de France, Aveyron, France-Belgique, Rennes, Marseille, Moselle) ou de sa problématique, ruralité, disponibilité des bénévoles, santé, VIH, IST, lesbiennes, transidentités, droit et accueil des trans' étrangers, loi sur l'identité de genre et l'état civil, les réseaux qui marchent, une communauté de plus en plus grande à mettre en réseau, disparités des territoires, la religion, l'éducation en milieu scolaire, manque d'intérêt pour la vie LGBT française, besoin de retrouver notre histoire, rôle des nouvelles technologies et son rôle dans le militantisme, les précaires et les vieux qui sont en dehors des nouvelles technologies, face à la course à la dernière trouvaille comment choisir, que la personne spécialiste techniquement n'en profite

pas pour prendre le pouvoir (attention aux spécialistes ! dit Hélène à partir d'une expérience qu'elle a eu à Act Up)

3^{ème} séance : sur besoins enjeux et valeurs

Antonin (fédé LGBT) : on a des situations très variées, les enjeux sont différents selon les asso, il faut prendre en compte les enjeux de tous, et ne pas oublier **la question intersexe**, ce n'est pas dissociable de nos combats ; un combat un peu différents ? mais alors pourquoi s'occuper des lesbiennes ? des trans' ?

Théo (Aides) : la structuration du mouvement, s'appuyer sur un maillage, créer des solidarités entre les champs de spécialités, besoin d'information et de formation, (re)donner la parole aux minorités, les conditions ne sont pas réunies pour parler des intersexes, sujets spécifiques qu'on ne connaît pas; aller vers une communauté inclusive, faire les liens pour porter ces sujets

..... : Notre asso n'a pas signé le Manifeste, les lesbiennes n'apparaissent pas suffisamment et le positionnement sur la GPA est assez flou, or nous sommes contre la GPA, **nous avons des sujets de discorde (la GPA, la prostitution)**, il faut essayer de reconnaître les lesbiennes à égalité des gays

Hélène : en tant que personne qui s'est prostituée 5 ans, je ne vais pas vous dire que c'est Hollywood, par contre je peux parler des **violences policières**, c'est aberrant qu'on puisse imaginer qu'en envoyant la police sur une population on va arranger les affaires, c'est hallucinant que des femmes ne soient pas allées parler aux autres femmes et décider de légiférer pour les autres, les policiers abusent de leur pouvoirs ; que des féministes s'allient avec le Nid qui est une asso catholique qui dépend des évêques de France et tient ses permanences dans des salles paroissiales, je n'arrive pas à comprendre, ce sont les mêmes qui veulent interdire l'avortement ; il y a un vrai manque d'expérience, voyez l'association Cabiria sur Lyon, à majorité de lesbiennes dedans mais "non-jugementales", cette asso s'est créée à l'époque où le Nid refusait de distribuer des préservatifs, le Nid a sorti un bulletin dans lequel elle dénonçait que le fait que Cabiria utilisait un bus pour aller à la rencontre des prostituées titré "Le proxénétisme roule en bus", ces femmes étaient accusées d'être proxénètes ! il y a des méthodes inimaginables, staliniennes ; dans la population trans' ce n'est plus la majorité qui se prostitue en France, mais sur Paris 20 000 personnes se prostituent à 40 % trans' souvent sud-américaines, à partir du moment où elles ont une famille, il n'est pas besoin d'avoir un proxénète, il faut toujours envoyer de l'argent dans la famille (études, mariages, etc.), **leur nier le droit à la parole sur leur vie est très grave** ; pour certaines c'est insupportable de se prostituer, mais pour d'autres ça l'est, je ne peux pas leur en vouloir.

Dans les valeurs, la lutte contre la xénophobie est nécessaire. La question intersexe est importante, opérer les enfants intersexe quand ils sont petits c'est une monstruosité qui doit être condamnée, et là je n'ai pas l'impression de parler à leur place. Sur le sida on ne le dit plus quand qqn meurt du sida, c'est redevenu une maladie honteuse ; aux UEEH une fois quand Act Up est venu, on a entendu des garçons se draguer et l'un demandait à l'autre "t'es clean ?", c'est assez affreux dans un endroit où les gens sont censés se battre contre les discriminations. Il y a une **relation malsaine au pouvoir chez les LGBT**, on fait une blague en demandant quelle est la différence entre un président d'association et dircom d'un ministre, la réponse c'est : 2 ans. On arrive dans le cabinet de la ministre et on a dans le bureau l'ancien porte-parole de HES ! et c'est lui qui nous reçoit et on doit discuter avec lui, c'est violent! Il nous

explique que les trans' c'est fini alors qu'il y a une vidéo sur lui où il se moque des trans', et il nous dit de nous taire ; ils sont là pour répandre la bonne parole des paris politique même si c'est au détriment des personnes LGBT et des malades du sida, c'est tuant !

Bakounine dit : "Les liberté des autres étend la mienne à l'infini". C'est comme ça que je suis anar.

Henriette (IDEM Marseille) : Je rebondis sur la prostitution, je ne sais pas si je suis tout à fait au fait de la position de certaines lesbiennes en la matière mais il s'agit plutôt de pénaliser le client, violence contre les femmes, certaines lesbiennes sont contre. ***Ne pas exclure nos propres minorités***, si certains-nes n'ont pas d'autre choix que de se prostituer, on ne peut pas les juger et les mettre au pilori ; il faudrait qu'on en parle, on a signé le manifeste mais après il faut qu'on arrive à un consensus, mais il ne faut pas que des les lesbiennes s'excluent parce qu'on arrive à qqch de trop clivant, il faut arriver à un consensus, sur la question de la GPA, à IDEM on ne pose pas la question pour ***éviter les clivages***. Pour ce qui concerne ceux qui sont passés du côté du pouvoir, je pense qu'il faut voir dans quelle mesure on peut nous constituer un rapport de force, on n'a pas à attendre de ceux qui nous ont représenté, comment on fait pour avoir du poids, en tant que collectif associatif, intérêt de dégager une parole de revendication commune.

Amanda : je ressens un vrai besoin de mouvement fédérateur, ***unir nos forces***, il y aura toujours des clivages sur des sujets, mais si on est divisés on arrive à rien, la solidarité ou la mort ; travailler sur la communication, parfois il y a des mésinterprétation, on fait dans la nuance, ça peut porter à confusion, communiquer sur des choses rassurantes, la bienveillance, et on pose la question directement à la personne concernée ; sortir du fractionnement.

Marina (chrétiens inclusifs) : on a tous ***besoin de se retrouver, mais pas en mettant les choses sous le tapis***, ça ne tiendra pas ; on est divers, chaque fois que je dis "je suis chrétienne" ça pose pb, ce qu'il nous faut c'est une méthode qui nous permette de dire ce qu'on a à dire, de se parler, ***d'accepter ces diversités***, c'est un des grands enjeux, ne pas aller sur un sujet si on a pas de compromis ou bien rappeler les positions différentes, de plus on est une minorité on ne gagnera pas en revendiquant seulement nos droits, il faudra qu'on se pose la question de la majorité de la société, et par exemple qu'on parle de la famille avec les asso hétérosexuelles, arriver avec elles à de l'hégémonie culturelle.

Alexis (collectif éducation) : Le besoin c'est de nous unir, et de structurer les liens entre les différentes asso, localement et nationalement, avec les personnes hors association qui s'occupent des discriminations LGBT. Au moment de la signature du Manifeste, le texte se voulait apolitique et en tant qu'organisation syndicale, le collectif a signé, mais un syndicat a refusé mais a souhaité s'inscrire en tant que syndicat ; évitons de faire des différences entre les personnes, si on n'est pas cohérent dès le début ça posera un pb ; je crois qu'il y a une volonté de créer un réseau entre asso, professionnels pour ***défendre une cause commune***, mettre en commun les compétences, la plupart des questions ne sont pas maîtrisées par les enseignants ce qui rend difficile d'n parler (parentalité, PMA, GPA, etc.).

Michèle (Moselle) : Démarche inclusive par rapport à la famille ? on a tous des histoires familiales, discuter avec les asso familiales oui ; à la CAF ils ont mis en place un groupe de réflexion sur la parentalité et ***l'accompagnement à la parentalité***, je fais pression depuis plus d'un an pour l'intégrer, depuis un an on nous le refuse, je suis mère, avec mon épouse depuis plus de 30 ans, on a un fils de 28 ans, et j'ai un petit fils d'1 an et 3 mois, j'ai envie de parler de

ma famille, ce qui est compliqué ou pas, être porte-parole d'autres, intégrer tous les dimensions de la vie civile est brûlant ; on est la famille des humains !

Hélène : sur la prostitution il y a eu un avis du Conseil national du sida, revenir dessus c'est dire qu'on se fout de la santé de ces prostitués (femmes, trans', garçons trans'), on reçoit pas mal de garçons prostitués; cette idée qu'il n'y a pas de rapport d'argent entre lesbiennes, que c'est pur, etc. J'ai connu une chanteuse lesbiennes, maquée avec une belle mannequin qui lui a vidé son compte bancaire; prostitution ou pas ? Comment revenir sur un arrêté du CNS qui explique *qu'avec la pénalisation du client les femmes vont devoir se cacher encore plus*, dans la forêt, ce sera encore plus difficile de leur amener de la prévention, de les soigner, on tombe dans un dogme d'intégrisme selon lequel "une femme ne doit pas se prostituer" (dogme que je respecte) est plus fort que la santé des femmes ; j'ai eu suffisamment d'amants lesbiennes pour en parler à l'aise, il faut faire la différence entre la sœur d'une femme épousée stérile et qui *donne son ventre pour offrir l'enfant à sa sœur, c'est de la GPA* cela ! Fréhel n'était pas la fille biologique de sa mère, mais de sa tante qui était fille mère malgré l'interdit, sa mère juridique a été enchantée de s'en occuper, le problème n'est pas le vase qui permet de créer l'enfant, mais la marchandisation ; j'ai une amie trans' brésilienne partie avec un garçon ils ont trouvé une prostituée pour faire l'enfant, je ne vois pas comment les montrer pas du doigt, on les défend à Act Up ; les lesbiennes ont été notre fer de lance à Act Up, avec beaucoup de courage, dès qu'il s'agissait de faire une action, elles étaient là, c'est normal qu'on leur renvoie l'ascenseur

Flora : C'est compliqué pour moi; on est tous en interrogation sur la manière de créer des synergies autour des valeurs communes qu'on défend, à vous écouter il y a qqch qui revient, "*bienveillance*", "*universalisme*", des valeurs en communication et sociologie de la réception pour essayer de faire changer les comportements, bienveillance c'est important entre nous mais ça ne suffit pas, "sauver les âmes des autres" ce n'est pas nécessairement être "respectueux", du coup c'est important d'avoir de la flexibilité entre nous, importance grotesque que la division qui, en plus, est biologisée et rendue absolue entre les sexes ou les genres, on essaie de travailler sur une vision du monde où on est égaux et acceptés, mais ça ne veut pas dire que les objectifs qu'on va identifier seront les mêmes, discuter mais dans le respect, sans dire "vous vous pensez que" qui entraîne des réductions un peu absurdes, et dévastateur, j'ai entendu dire "les féministes elles me font chier" ça me fait chier parce que je suis moi aussi féministe, et il y a des féministes qui me font chier parce qu'elles considèrent que les LGBT les font chier, *les réductions sont de tous les côtés*, personne n'a le monopole de vivre ; il faut qu'on discute ensemble et qu'on progresse ensemble, on est une communauté qui a intérêt à essayer de discuter ensemble et de progresser ensemble, communauté d'intérêt au moins; avoir des espaces de discussion plutôt que de faire des tribunes par média interposés pour accuser ceux-ci ou ceux-là ; les réseaux sociaux favorisent cela, les discussions ne se font pas, pas de position intermédiaires possibles, partir du fait qu'aucun d'entre nous ne souhaite la mort du petit cheval ou l'exclusion de communautés entières ; sur prostitution et GPA c'est très compliqué, positions radicales, on a quand même évolué vers le oui mais et le non mais, sur la prostitution c'est très compliqué, personne ne considère que les prostitué-e-s ce sont des pécheurs ou des pécheresses, si la manière de lutter contre c'est les clients en même temps être prostitué-e ce n'est pas super bien, la réalité est compliquée, multidimensionnelle, il faut des espaces de paroles bienveillants et apaisés, les EG permettent cela, on crée qqch de commun quand on est à la même table et qu'on discute, on prend ensemble les sujets qui fâchent, et la communauté d'intérêt devient une communauté de destin ; c'est ce qu'il faut contribuer à favoriser pour aller vers un horizon commun, ça permet le partage d'expérience, les discussions spécialisées, et une montée en compétence sur les divers

sujets ; il faut avancer sur les questions intersexes, le Centre LGBT IDF a participé avec l'ILGA Europe à un colloque sur ce sujet, question redoutable car on aimerait y associer des personnes intersexes et on en connaît très... , je sais aussi comme féministe qu'il faut *faire parfois du volontarisme*, ce soir on met ce sujet sur la table, et c'est comme cela que les gens viennent, si on n'en parle pas ils/elles viendront encore moins

Géraldine (Rouen, Lesbien ta gaité) : plein de sujets, en Hte Normandie besoin de solidarité, de fédérer, pour se faire entendre des institutions ; loin d'être simple chez nous aussi, mais on arrive à bosser ensemble, *on a mis la GPA sur l'affiche de la Marche* et ça nous a valu bien des discussions, sur la prostitution on est divisés; on arrive bosser ensemble, dans l'asso on milite pour avoir le droit de faire ce qu'on veut de notre corps, à partir de là chacun se positionne come il veut, on veut dépassionner, droit pour ceux qui le voudraient, les besoins autour de ça être solidaire et bienveillant, et ne pas voler la parole des autres; on a eu des personnes de l'APGL c'est pour cela que cette thématique a été présente que ça n'a pas été si violent que cela ; violent les 15 derniers jours quand les anti se sont réveillés, mais pas avant

Théo (Aides Paris) : J'ai été coordinateur politique de l'interLGBT lorsque la 1^{ère} lecture de loi sur la prostitution a été discutée, j'ai animé un débat pour l'avis de la Commission nationale consultative sur les droits de l'homme sur la prostitution, ça allait du Strass à Osez le féminisme, on a réussi à établir qu'il y a une vraie diversité de situations, *la prostitution est présente dans notre communauté*, on doit le prendre en compte, on est tous d'accord qu'il faut lutter contre la traite, et leur permettre d'accéder au droit, *on peut dépasser des crispations*, il y a des choses qui nous réunissent sur ces débats, on peut sortir des clivages ; le sida maladie honteuse ? dans la situation de forte prévalence d'aujourd'hui la seule solution c'est de le revendiquer, invisibiliser les personnes qui vivent avec le VIH c'est d'une violence inouïe, et ça entretient la sérophobie, j'espère que ça va ressortir de ces Etats généraux.

Hélène : Il y a eu une directrice du CLGBT IDF (Christine le Doaré) qui avait entièrement pris en otage la communication du centre pour ses opinions. Elle n'a pas eu l'idée de demander à des usagères trans' du centre qui se prostituaient, leur avis. Il y a des dictatures LGBT, j'en connais chez les trans'... Une personne disait "Les trans' n'ont pas de partenaires, les trans' ont des clients", or elle était à côté d'un garçon lui-même trans' que je voyais mal faisant le métier de belle de nuit. Il y a un pb de besoin de reconnaissance qui fait qu'on va essayer d'éjecter tout le monde alentour. Chez les féministes il y a eu une femme qui a très bien représenté ce système. Elle n'était pas ouvertement lesbienne, elle cachait cela comme une chose honteuse. Un souvenir. En 1972 je rentre au FHAR, c'est une espèce de bordel absolu, ça baisait beaucoup. Tout d'un coup les lesbiennes ont compris qu'elles n'y avaient plus la parole parce qu'il y avait l'arrivée d'une bande de pédés de boîte de nuit qui n'avaient rien à foutre de la réflexion, ce qui comptait c'est qu'on pouvait baiser facile, ils étaient misogyne et c'était désagréable. *Je n'ai jamais vu un groupe comme celui du FHAR qui avait peu de pouvoir et autant changé la société en 2 ou 5 ans*. Le nombre d'artistes qui sont passés par le FHAR est inimaginable. Une des actions du FHAR c'est - alors qu'on utilisait encore la lobotomie - un groupe se met ça courir après des médecins en disant "prenez-moi ". Deux ans après le gouvernement français a changé son opinion sur la maladie mentale. Un petit truc de rien du tout a eu des répercussions énormes.

Avec le sida, je n'ai jamais vu un mouvement de solidarité aussi énorme. Il n'y avait pas que les activistes, il y avait aussi des gens ordinaires. Un gars passait sa journée à aller d'un étage à l'autre, entre son copain qui était malade et un autre à l'étage au-dessus. Il y a eu un mouvement de solidarité, au moment où il y avait à l'entrée du BH et d'autre le panneau "Folles s'abstenir", tout d'un coup des lesbiennes et des femmes hétérosexuelles débarquent

"On vient vous aider". Ce mouvement de solidarité était épique, des gens qui donnaient toute leur fortune, etc. *Aujourd'hui chacun est sur son pré carré* à gratter pour avoir son ticket à la cantine. On ne va pas se souhaiter une catastrophe pour recommencer cette solidarité, mais espérons que si la catastrophe arrive on sache retisser les liens, et qu'entre personnes qui se sont divisées *sur la GPA ou la prostitution on puisse se retrouver dans les mêmes réseaux*. C'est la raison pour laquelle je suis ici.

Alexis (collectif éducation) : Un enjeu c'est pour travailler ensemble d'éviter toute généralisation quoiqu'il arrive et toute interprétation d'une parole qui a été dite rapidement. Il y a beaucoup de choses qui se rejoignent. Evitons de généraliser et on réussira à travailler avec des personnes qui n'ont pas les mêmes opinions. Dans le collectif éducation, intégrer l'enseignement privé, et avec SUD, c'est possible mais c'est compliqué, par exemple on ne parle pas de "la réforme du collège"... Il y a parfois des désaccords profonds, mais sur les questions LGBT il y a consensus.

Flora : Oui, il y a des sujets de désaccords profonds. Il faut noter que *les questions de prostitution et de GPA ne sont pas des questions spécifiquement LGBT*, ce sont des questions qui se posent aussi aux hétéros, et il faut essayer d'éviter de nous diviser entre nous, ceux qui ne nous aiment pas exploitent nos divisions. C'est important de rappeler que ces questions sont plus larges. En ce qui concerne Christine Le Doaré, elle a fait un énorme boulot, elle a été nécessaire pour le centre à un moment, mais elle a eu des prises de paroles très (peu) claires qui a mélangé ses positions personnelles et celles du centre. Nous on est un lieu d'accueil, travail, santé prévention, tous les gens sont bienvenus, ils-elles ne sont pas stigmatisé.e.s, *on n'est pas dans le jugement*, prostitué.e.s ou lesbiennes séparatistes féministes, etc. On essaie de maintenir une zone de paix. S'il y a un dissensus très fort, on travaille dessus mais on ne résoudra pas les difficultés en un seul jour. On a des espaces de discussion. *Eviter les procès d'intention mais aussi éviter les exclusives*. Le vrai mouvement LGBT c'est moi et je vous emmerde. Ou bien une autre vision du mouvement qui dit je veux l'égalité des droit et pour le reste j'ai des opinions personnelles, dès lors on peut se retrouver ensemble. Il y a aussi, des propos du style "je suis la vraie incarnation de tel groupe", c'est peut-être un truc parisien, mais parfois chacun a sa statue du commandeur... C'est important de souffler, de prendre en compte la parole de chacun et de donner la parole à tout le monde.

Michèle (Moselle) : 2 choses à préciser, GPA, bricolage artisanal lié à la parenté ; ce sont des projets de longue haleine ne pas mettre l'humain en souffrance, tout cela est réfléchi, conscient, pesé. S'adresser aux intéressés plutôt que de parler d'eux. On est allé à l'IRTS avec ma collègue de l'APGL à Nancy, souvent on a la question "mais où vous les avez mis en enfants ?". Les personnes sont intéressées par le témoignage des familles homoparentales. On n'entend pas souvent leurs enfants même si ils ont été entendus par Irène Théry dans son enquête.

Géraldine (Rouen) : Sur la question du verrouillage des propos ou de la façon dont ils peuvent être récupérés, votre avis sur la place de HES ou d'autres ? L'équivalent pour les Ecolos, Gaylib...

Hélène Hazéra : Mon problème avec ces associations c'est quand elles s'octroient le droit de représenter toute la communauté auprès des pouvoirs publics, en excluant les autres. Avec l'Interlgbt, et HES, ils avaient pris en main la discussion sur la question trans', et ma copine Laura Leprince d'HES vient me voir et me dit "Finalement ils ont laissé tomber la loi parce qu'ils ont peur des cathos fachos". Sauf que Laura a ses papiers, et moi je ne les ai pas. Et

évidemment dans la seconde qui a suivi j'ai hurlé, en lui lançant toutes sortes d'invectives. Il y avait là, à l'Interlgbt, 3 à 4 personnes trans'. Ces personnes ont fait du travail avec des juristes, etc. Mais ce qui me dérange c'est que quand le gouvernement a dit niet, ils n'ont pas bougé pendant 2 ans. Act Up et l'Existrans ont fait des communiqués. **Il ne fallait pas déranger le gouvernement.** Les associations proches des gouvernants interviennent, seulement au bout d'un moment on ne sait plus pour qui elles votent, pour les usagers de leurs asso ou pour ne pas défriser le gouvernement ?

Il a fallu 10 ans pour obtenir une étude épidémiologique sur les trans' ! Parce qu'une personne de notre asso disait "ce n'est pas bon pour le client". Le sort médical de la communauté était lié aux fantasmes de l'une d'entre nous ! **La vie réelle des usagères** était ainsi négligée. Ce qu'on a toutes vécu, c'est le mariage pour tous, des manif joyeuses. Depuis je suis allée à 3 mariages de copains. Je me suis engueulé avec des radicaux qui disaient "on ne veut pas du mariage bourgeois", sauf qu'aux USA les noirs et les blancs dans certains Etats n'avaient pas le droit de se marier. Ça aurait été bourgeois de demander l'égalité d'accès au mariage dans ce contexte ! Nous on voulait le droit à la pension alimentaire, le droit à l'adultère, etc. on voulait la vraie égalité avec les hétérosexuels. Il y a une semaine, je suis allé à un mariage, avec un latino américain à qui cela permet d'avoir ses papiers. Une famille bourgeoise, un moment délicieux, ça a servi à qqch. L'interLgbt a baissé les bras, et Act Up a organisé 2 manif ! on est 10 on est 12 ! Une fois que c'est gagné c'est tout juste si on se souvient de notre action. **Il ne faut pas qu'on oublie l'énergie qui est consacrée à tout cela** et ce résultat extraordinaire auquel on est arrivé en 2 ans, où on a fait changer l'opinion de tout un pays. Il y avait 40% de catholiques favorables au mariage pour tous. Il faut se dire qu'il y a une énergie incroyable dans cette communauté.

Amanda : Il y a un besoin réel d'établir nos grands objectifs. A Rodez on a projeté "Transamerica", mais 10 nouveaux, personne d'entre eux ne connaissait notre action, on était ravis. On avait 2 trans' intervenantes, et la personne qui n'était pas une intervenante n'arrêtait pas de couper la parole des l'intervenantes, sur la forme (sur des détails, pas assez précise, etc.), pendant 1h et demi un dialogue s'est établi entre ces 2 personnes. On n'arrivait pas à les contrôler. Mais je savais qu'on avait perdu des adhérents nouveaux, ils n'étaient pas venu pour cela. Ne pas perdre de vue les choses importantes !

Flora (centre LGBT IDF) : Sur la question des asso politiques. Personne ne sait comment faire, les asso politiques c'est un sale boulot, il faut bien que quelqu'un le fasse. Je viens en 1995, j'ai adhéré à une asso lesbienne à Bordeaux et à un parti politique, le PS, et de manière parallèle je me suis beaucoup investie dans le monde associatif, et je me suis moins investie politiquement. J'ai été élue locale, coming out complet. Mais je n'ai pas voulu faire partie de HES, pour plusieurs raisons, je ne venais pas du PS pour aller vers les asso, mais **j'avais le point de vue des asso sur HES, et je voyais qu'il y avait un gap.** Au lieu d'être une courroie de transmission entre un monde associatif et traduire cela en des termes que les politiques peuvent comprendre, faire de la pédagogie auprès d'eux. Il y a une forme d'acceptation passive par les politiques de nos revendications "si c'est ce que vous voulez, oui on va voir ce qui est possible" ils se sont retrouvés en panique face aux attaques contre la théorie du genre, au lieu de faire de la pédagogie à leur tour. Ça ne marchait que dans un sens, il ne fallait surtout pas que les revendications puissent nuire au parti socialiste, et je n'étais pas du tout à l'aise avec ça. HES a beaucoup évolué, la commission d'EELV a aussi fait un gros boulot, au PC et au PG ils ont aussi fait du boulot, c'est plutôt bien s'ils formulent les choses dans des termes que ces partis peuvent comprendre tant mieux. C'est respectable, ça a été très mal fait à une époque. Ça correspond à un mode de relation avec les politiques qui n'est pas le même que celui qui est porté par une asso LGBT apolitique, inclusive de toutes les opinions. **C'est 2**

fonctions différentes. J'étais motivé par des asso non politique afin de porter des choses assez généralistes. Lorsque HES faisait partie du Centre LGBT, les pouvoirs des asso politiques de s'exprimer au nom du groupe étaient restreint. C'est le cas à l'Interlgbt aujourd'hui. HES ne pouvait pas être représentée au CA du Centre. Sans exclure qu'à titre individuel, un membre d'asso politique militant dans une autre asso pouvait être reconnu et se présenter comme candidat.

Géraldine (Fédé LGBT) : *Pas de possibilité d'adhérer en tant qu'asso de parti.* A Rennes on a eu une antenne HES qui a adhéré au centre LGBT. Si les asso sont majoritairement d'accord avec nos statuts elles intègrent, sinon elles n'intègrent pas, ça permet d'évacuer certains groupes politiques. HES avait des revendications proches des nôtres, les asso membres sont invitées en tête de cortège, ce n'était pas le cas d'HES qui devait défiler avec les partis politiques en toute fin de cortège, après les syndicats. Les règles étaient claires. Une personne encartée peut pour autant avoir du pouvoir dans une asso, c'est à chaque asso de gérer cela. Le pb des asso qui ont tendance à confisquer la parole n'est pas due qu'à des asso politiques. *On apprécie très peu la collusion entre l'Interlgbt et PS* ou bien le verrouillage sur la question d'un projet de loi. Il y a eu un blocage dans l'Interlgbt pour la question du projet de loi pour les personnes transgenres, ce n'est pas indépendant du calendrier électoral. Des interlocuteurs qui bloquent un processus pour des raisons partisans, ce n'est pas acceptable. Des asso trans' ont été privées de participer à des groupes de travail ! C'était clairement politique, ce genre de collusion a des effets pragmatiques. Du coup on rate des occasions de discuter avec des parlementaires, des textes de lois qui ne sont pas conformes à ce que les asso revendiquent. On a une plateforme de l'Existrans qui demande un changement de l'état-civil libre et gratuit, dé-judiciarisé, dépsychiatrisé, et quand vient le moment de s'y mettre réellement, on repart du début : "on n'a pas encore de position", etc. Je n'ai rien compris, l'organigramme de l'InterLGBT devient obscur. Du coup on a un projet de loi insuffisant, qui aurait pu être mieux.

Théo : Sur l'InterLGBT, la collusion entre l'InterLGBT et HES est surfaite, héritage de la période précédente (de Gilles Bon-Maury notamment) qui a fait une carrière éphémère dans un ministère. Sur la loi en discussion, j'ai travaillé dessus avec Aides, en liaison avec Outrans, Acthé, démarche d'amendement, en espérant que ça aboutisse.

Sur *les asso politiques, je les vois comme une source d'information*, un réseau, une courroie de transmission, quand on leur tape dessus ça révèle aux partis la vision qu'ils renvoient dans le milieu LGBT. Il ne faut surtout pas leur déléguer le plaidoyer de la transformation sociale, il faut qu'on garde toujours le contrôle.

Marina : Quand des choses n'aboutissent pas, c'est facile d'avoir des bouc-émissaires, peut-être c'est que le rapport de force n'était pas là. Qu'une asso arrive toute seule à détruire une loi, ça voudrait dire aussi qu'elle pourrait la faire toute seule. Je fais du travail de lobbying dans les églises et je sais que c'est difficile, faire changer les choses en étant dedans et dehors, c'est de toute façon compliqué. Je suis super contente quand le pasteur untel me dit qu'on en a discuté. Ceci dit OK, *il faut qu'il y ait autonomie et indépendance du mouvement.*

Hélène : Un lobby il faut le faire le plus large possible. Quand les Panthères Roses ont attaqué Gaylib, j'ai trouvé cela lamentable d'autant plus que c'était une situation de violence attisée de manière très hypocrite par l'Interlgbt qui soutenait chaque camp en même temps. Dans la politique américaine, à un moment le gay lobbying s'est tourné contre Bush, dans le parti Républicain, les gays ont dit on ne votera pas pour Bush, et les Démocrates qui les traitaient de tous les noms depuis 2 ans devaient reconnaître leur courage. D'un côté je dis à

bas les partis, et de l'autre l'aide de Gaylib a été très importante pour obtenir la dé-psychiatisation de la part de la ministre Roselyne Bachelot. A une copine, plutôt de droite, qui voulait rentrer à Act Up, j'ai dit va militer à droite, c'est là où on a besoin de gens. Elle y est allée, une copine des UEEH lui a dit "pourquoi tu ne te présentes pas" et lorsqu'elle s'est présentée elle a été attaquée devant tout le monde. Ce sont les rapports d'amitié et de tendresse entre les LGBT... Natacha à l'Interlgbt a été très importante pour nous parce qu'elle venait du mouvement syndicaliste, elle avait un pouvoir de travail considérable, mais un jour une copine a mis un magnétophone pour lui poser la question "tu es au PS ou pas ?", on ne savait pas qu'elle était au PS, et là ça a explosé. C'est important que les gens qui viennent de partis politiques se signalent en tant que tels sinon on est dans la manipulation totale.

Flora : Les asso politiques ne sont ni salut ni damnation, il faut dénoncer s'ils fonctionnent trop à sens unique, mais il ne faut pas diaboliser non plus. *On a besoin que des gens fassent de la politique.* Rien n'est parfait. *Il y a 2 univers différents.* Je dis que je suis dans un parti, ça ne veut pas dire que je suis inféodé à ce parti. C'est un état de fait. Et si on le dit pas ça ne veut pas dire que tout le boulot qu'on a fait pour les asso est disqualifié. Il faut savoir trouver un équilibre et ce n'est pas toujours facile.